

COPIE



PRÉFECTURE DE LA MOSELLE

Direction de l'administration générale

Bureau de l'environnement

Affaire suivie par Laurent Vagner
☎ 03.87.34.88.98
☎ 03.87.34.85.15
Internet : laurent.vagner@moselle.pref.gouv.fr

Arrêté
n° 2001-AG/2-396
en date du 16 novembre 2001

mettant en demeure la société Solvay Polyolefins Europe, usine de Sarralbe, d'intégrer dans ses études de dangers un document décrivant de manière synthétique le système de gestion de la sécurité mis en place dans l'entreprise.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE

Vu le code de l'environnement (Livre 5, titre 1) ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et pris pour l'application des dispositions susvisées ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral 96-AG/2-310 du 4 juin 1996 autorisant la société Solvay à exploiter ses activités à Sarralbe ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 3 octobre 2001 ;

Considérant la nécessité d'insérer aux études de dangers existantes au sein de la société Solvay, usine de Sarralbe, indépendamment de tout échéancier, un document décrivant de manière synthétique le système de gestion de la sécurité mis en place dans l'entreprise ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle

Arrête

Article 1 :

La société Solvay Polyolefins Europe, usine de Sarralbe, est mise en demeure d'intégrer, pour le 31 décembre 2001 aux études de dangers existantes, un document décrivant de manière synthétique le système de gestion de la sécurité mis en place dans l'entreprise, conformément à l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susvisé.

Article 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Sarreguemines, le maire de Sarralbe, les inspecteurs des installations classées et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Pour ampliation

Pour le Préfet

Par délégation

Le Chef de Bureau

M. C. MERLE

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé : Marc André GANIBENQ